

MALLETTE

Point de Rue

États financiers
Au 31 mars 2013

Accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
Point de Rue,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de **POINT DE RUE**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2013, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net (négatif) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'Organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes de bienfaisance, l'Organisme perçoit des produits de dons et d'activités de financement pour lesquels il n'est pas possible de vérifier l'exhaustivité de façon satisfaisante. Notre audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les comptes de l'Organisme. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour la période considérée en ce qui concerne les produits, l'insuffisance des produits sur les charges et l'actif net (négatif).

Opinion

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Point de Rue au 31 mars 2013, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Chiffres correspondants

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui indique que l'Organisme a adopté les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif le 1er avril 2012 et que sa date de transition était le 1er avril 2011. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux chiffres correspondants contenus dans ces états financiers, y compris les bilans au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net (négatif) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 ainsi que les informations connexes. Nous n'avons pas pour mission de faire rapport sur les chiffres correspondants retraités, de sorte qu'ils n'ont pas été audités.

Autre point

Les états financiers de l'Organisme pour l'exercice terminé le 31 mars 2012 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé une opinion non modifiée sur ces états en date du 19 juin 2012.

Mallette S.E.N.C.R.L. ¹

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Trois-Rivières, Canada
Le 20 juin 2013

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111750

Point de Rue

ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2013

2012

(non audité)

PRODUITS

Dons	3 269 \$	2 780 \$
Équipe itinérance	45 075	44 575
Subventions (annexe A)	662 447	543 425
Université de la rue	-	10 000
Autres produits (annexe B)	23 760	96 483
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	11 045	11 505
	745 596	708 768

CHARGES

Salaires et charges sociales	514 135	413 039
Activités de financement	6 336	2 111
Allocations de formation	39 831	43 252
Assurances	1 062	4 298
Combustible et électricité	8 784	10 354
Dépannage alimentaire	24 716	16 761
Déplacements	23 212	18 534
Entretien et réparations	13 412	14 773
Équipe itinérance	1 463	-
Formation	6 583	3 641
Fournitures de bureau et papeterie	6 659	8 525
Frais d'intervention	24 087	27 554
Frais de la LOJIC	11 330	-
Intérêts et frais bancaires	1 393	915
Intérêts sur la dette à long terme	3 109	3 976
Journal « La Galère »	32 718	19 184
Loyer	969	548
Plateaux de travail	8 240	26 197
Publicité	149	536
Représentation	3 702	3 128
Services professionnels	23 647	3 233
TRIPS	-	9 119
Taxes et permis	1 340	2 335
Télécommunications	17 499	15 963
Amortissement des immobilisations corporelles	22 752	21 570
	797 128	669 546

EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES

(51 532) \$

39 222 \$

Point de Rue

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET (NÉGATIF)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2013

2012

(non audité)

	Non affecté	Investi en immobilisations corporelles	Total	Total
SOLDE , début de l'exercice	(20 277) \$	58 941 \$	38 664 \$	(558) \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(39 825)	(11 707)	(51 532)	39 222
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(26 213)	26 213	-	-
Remboursement en capital de la dette à long terme afférente aux immobilisations corporelles	(2 518)	2 518	-	-
SOLDE , fin de l'exercice	(88 833) \$	75 965 \$	(12 868) \$	38 664 \$

Point de Rue

BILAN	31 mars	31 mars	1er avril
Au	2013	2012	2011
		(non audité)	Bilan d'ouverture (non audité)
ACTIF			
ACTIF À COURT TERME			
Créances (note 4)	44 954 \$	36 478 \$	23 587 \$
Frais payés d'avance	6 908	3 965	864
	51 862	40 443	24 451
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)	373 502	370 041	344 754
	425 364 \$	410 484 \$	369 205 \$
PASSIF			
PASSIF À COURT TERME			
Découvert bancaire	4 050 \$	5 727 \$	5 268 \$
Emprunt bancaire (note 6)	41 284	5 935	1 951
Dettes de fonctionnement (note 7)	36 638	15 733	30 976
Apports reportés (note 8)	58 723	33 325	7 307
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 9)	3 999	1 782	1 663
	144 694	62 502	47 165
DETTE À LONG TERME (note 9)	28 467	33 202	34 977
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 10)	265 071	276 116	287 621
	438 232	371 820	369 763
ACTIF NET (NÉGATIF)			
Investi en immobilisations corporelles	75 965	58 941	20 493
Non affecté	(88 833)	(20 277)	(21 051)
	(12 868)	38 664	(558)
	425 364 \$	410 484 \$	369 205 \$

Pour le conseil d'administration :

_____, administrateur

_____, administrateur

Point de Rue

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2013

2012

(non audité)

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(51 532) \$	39 222 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	22 752	21 570
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(11 045)	(11 505)
	(39 825)	49 287
Variation nette des éléments hors caisse liés au fonctionnement (note 11)	34 884	(5 217)
	(4 941)	44 070

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'immobilisations corporelles	(26 213)	(46 857)
---	-----------------	----------

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Variation de l'emprunt bancaire	35 349	3 984
Remboursement de la dette à long terme	(2 518)	(1 656)
	32 831	2 328

AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	1 677	(459)
DÉCOUVERT BANCAIRE, début de l'exercice	(5 727)	(5 268)
DÉCOUVERT BANCAIRE, fin de l'exercice	(4 050) \$	(5 727) \$

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Organisme, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, fournit des services de première ligne aux personnes en situation de rupture sociale. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi sur les impôts et il est conséquemment exempté des impôts.

2. CHANGEMENT D'UNE MÉTHODE COMPTABLE

Mise en application des normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL)

L'Organisme a choisi d'appliquer les normes de la partie III du Manuel de l'ICCA - Comptabilité, soit les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL).

Les présents états financiers sont les premiers états financiers établis conformément aux NCOSBL.

L'adoption de ces nouvelles normes n'a eu aucun impact sur les montants comptabilisés aux états financiers.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation des états financiers

Les états financiers de l'Organisme ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Comptabilisation des produits

L'Organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Apports de services

Le fonctionnement de l'Organisme dépend, en grande partie, des services de plusieurs bénévoles. Du fait que l'Organisme ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces apports ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'Organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Aides gouvernementales

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisés à titre d'apports reportés afférents aux immobilisations corporelles. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges d'exploitation sont comptabilisés dans les produits.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique lorsque la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode du solde décroissant aux taux suivants :

Bâtisse	4 %
Aménagement extérieur	20 %
Équipement de cuisine	20 %
Équipement de photo	20 %
Équipement informatique	20 %
Mobilier de bureau	20 %
Matériel divers	20 %

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2013

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de ces actifs. Une perte de valeur doit se calculer comme le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de l'Organisme sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des instruments financiers très liquides ayant une échéance initiale de trois mois ou moins.

4. CRÉANCES

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
		(non audité)	Bilan d'ouverture (non audité)
Subventions à recevoir	36 257 \$	21 675 \$	20 361 \$
Taxes à la consommation à recouvrer	3 829	14 803	3 226
Avance à un particulier, sans intérêts	4 868	-	-
	44 954 \$	36 478 \$	23 587 \$

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2013

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011		
		(non audité)	Bilan d'ouverture (non audité)		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Terrain	13 500 \$	- \$	13 500 \$	13 500 \$	13 500 \$
Bâtisse	447 995	137 346	310 649	316 251	318 356
Aménagement extérieur	8 772	877	7 895	-	-
Équipement de cuisine	15 430	5 629	9 801	9 606	2 324
Équipement de photo	14 172	2 670	11 502	7 267	-
Équipement informatique	49 657	37 366	12 291	13 588	8 817
Mobilier de bureau	7 216	4 646	2 570	3 212	1 757
Matériel divers	7 352	2 058	5 294	6 617	-
	564 094 \$	190 592 \$	373 502 \$	370 041 \$	344 754 \$

6. EMPRUNT BANCAIRE

L'Organisme dispose d'un emprunt bancaire sous forme de carte de crédit, d'un montant autorisé de 50 000 \$, portant intérêt à 9 % et sans date de renouvellement.

L'emprunt bancaire ne comporte aucune garantie.

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2013

7. DETTES DE FONCTIONNEMENT

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
		(non audité)	Bilan d'ouverture (non audité)
Comptes fournisseurs	809 \$	(2) \$	519 \$
Salaires et vacances courus	8 019	-	-
Sommes à remettre à l'État			
Retenues à la source et contributions	14 559	14 455	30 457
Frais courus	13 251	1 280	-
	36 638 \$	15 733 \$	30 976 \$

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à un projet spécifique, ainsi qu'un financement affecté reçu au cours de l'exercice considéré et destiné à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
		(non audité)	Bilan d'ouverture (non audité)
SOLDE , début de l'exercice	33 325 \$	7 307 \$	25 708 \$
Montants comptabilisés à titre de produits de l'exercice	(5 415)	(7 307)	(25 708)
Montants reçus au cours de l'exercice	30 813	33 325	7 307
SOLDE , fin de l'exercice	58 723 \$	33 325 \$	7 307 \$

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2013

9. DETTE À LONG TERME

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
			Bilan d'ouverture (non audité)
Emprunt, garanti par une hypothèque immobilière sur la bâtisse d'une valeur nette comptable de 310 649 \$, remboursable par versements mensuels de 469 \$ incluant capital et intérêts au taux de 5,45 %, échéant en octobre 2015	32 466 \$	34 984 \$	36 640 \$
Portion échéant au cours du prochain exercice	3 999	1 782	1 663
	28 467 \$	33 202 \$	34 977 \$

Les remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer durant les trois prochains exercices sont les suivants :

	Versements contractuels	Portion renouvelable	Total
2014	3 999 \$	- \$	3 999 \$
2015	4 212 \$	- \$	4 212 \$
2016	1 822 \$	22 433 \$	24 255 \$

10. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des apports affectés ayant servi à l'acquisition du terrain et de la bâtisse. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	31 mars 2013	31 mars 2012	1er avril 2011
			Bilan d'ouverture (non audité)
SOLDE , début de l'exercice	276 116 \$	287 621 \$	299 605 \$
Montants amortis dans les résultats	(11 045)	(11 505)	(11 984)
SOLDE , fin de l'exercice	265 071 \$	276 116 \$	287 621 \$

11. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation se détaille ainsi :

	2013	2012
		(non audité)
Créances	(8 476) \$	(12 891) \$
Frais payés d'avance	(2 943)	(3 101)
Dettes de fonctionnement	20 905	(15 243)
Apports reportés	25 398	26 018
	34 884 \$	(5 217) \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, l'Organisme est exposé à des risques dont les plus significatifs sont le risque de liquidité et le risque lié au taux d'intérêt. Il a mis en place des politiques et procédures qui régissent l'ampleur de l'exposition de l'Organisme aux risques les plus significatifs.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est lié à l'éventualité de subir une perte si l'Organisme n'est pas en mesure de respecter ses engagements en versant les espèces nécessaires. L'Organisme est exposé à ce risque principalement en ce qui a trait à son emprunt bancaire, ses dettes de fonctionnement et sa dette à long terme.

Risque lié au taux d'intérêt

L'Organisme assume un emprunt à long terme comportant un taux d'intérêt fixe. Pour la dette à taux d'intérêt fixe, les risques auxquels ce dernier est exposé sont minimes.

Point de Rue

ANNEXES

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2013

2012

(non audité)

A - SUBVENTIONS

Agence de santé et des services sociaux	238 075 \$	96 362 \$
Centraide	-	11 500
Centre de santé et des services sociaux	42 180	25 000
Centre local d'emploi	21 767	19 532
LOJIQ	11 330	-
Services Canada	286 595	334 309
Ville de Trois-Rivières	50 000	22 500
Autres	12 500	34 222
	662 447 \$	543 425 \$

B - AUTRES PRODUITS

Activités de financement	18 282 \$	94 327 \$
Intérêts	1 368	136
Journal « La Galère »	4 110	2 020
	23 760 \$	96 483 \$